



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Macon Cedex 9

Mâcon, le 24/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORISATION -BOIS -ENERGIE

Zone Europarc
233 rue Reine Lacour
71850 Charnay-Lès-Mâcon

Références : AC/NM/2025/M_67
Code AIOT : 0003300214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement VALORISATION -BOIS -ENERGIE implanté Zone Europarc 233 rue Reine Lacour 71850 Charnay-lès-Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à la visite de 2024 où un premier bilan des réponses à l'APMD de 2021 avait notamment été réalisé. La visite objet de ce rapport a pour objet de reprendre les suites de la visites de 2024.

Il est également fait un suivi de la mise en oeuvre de la mise en demeure du 12 décembre 2024 relative à la surveillance des PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORISATION -BOIS -ENERGIE
- Zone Europarc 233 rue Reine Lacour 71850 Charnay-lès-Mâcon
- Code AIOT : 0003300214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Valorisation Bois Energie (VBE) exploite sur son site de Charnay-les-Mâcon des installations de traitement de déchets non dangereux, principalement constitués de différents types de bois et déchets de bois qui seront triés, traités et valorisés.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation d'un mur coupe feu séparant les zones d'entreposage	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 6.2.3	Sans objet
3	Campagne PFAS - Suivi APMD	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de mise en conformité sont en cours, ainsi que les campagnes de mesure sur les PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation d'un mur coupe feu séparant les zones d'entreposage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : « en régularisant la hauteur des murs séparatifs REI120 des différentes zones d'entreposage et en

séparant toutes les différentes zone d'entreposage par des murs REI120, y compris les dépôts « affinés A ou B » [...] Dans le 1 ^{er} cas, l'exploitant transmet le planning de réalisation et les commandes validées dans un délais de 3 mois et réalise le mur REI120 de 6m de hauteur dans un délais de 8 mois »
<p>Constats :</p> <p>Les travaux de mise en conformité sont encore en cours le jour de l'inspection. Certains murs sont rehaussés, d'autres en cours, d'autres en leur état précédent. Les blocs nécessaires à la réhausse sont présents sur site.</p> <p>L'exploitant indique qu'il est nécessaire de vider les casiers pour pouvoir procéder aux travaux de réhausse. L'exploitant s'engage à finir les travaux au 1^{er} avril.</p> <p>La hauteur des murs rehaussés a été contrôlée à 6.1m, hauteur qui est conforme.</p> <p>L'exploitant a présenté la facture acquittée des blocs de réhausse du fournisseur OTEXIO du juillet 2024 ainsi que l'attestation REI 120 du même fournisseur datée du 6 février 2024.</p> <p>Au vu de l'engagement des travaux, il n'est pas proposé de suite administratives. Ces dernières pourront néanmoins être proposée si les travaux ne sont pas finalisés dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant finira les travaux de réhausse des murs dans un délai de 3 mois.</p> <p>Il justifiera de la réalisation de ces travaux par l'envoi de photos de l'ensemble des murs concernés .</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée[...] tous les ans. Si les résultats sont conformes durant trois années consécutives, la fréquence peut passer à tous les 3 ans. [...] Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins ».</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyse établi par SOCOTEC daté du 7 mai 2024, confirmant la conformité des installations.</p> <p>Comme indiqué dans l'arrêté préfectoral, la prochaine campagne d'analyse de bruit devra avoir lieu au plus tard le 7 mai 2027.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Campagne PFAS - Suivi APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : [...] <ul style="list-style-type: none">• Dans un délai de 2 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, la transmission à l'inspection des installations classées des résultats commentés de la première campagne (déclaration dans GIDAF)• dans un délai de 4 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, la transmission à l'inspection des installations classées des résultats commentés des trois campagnes d'analyses (déclaration dans GIDAF)
Constats : L'exploitant a présenté le devis validé établi par CTC et daté du 7 novembre 2024 pour se mettre en conformité avec la mise en demeure du 12 décembre 2024. La première campagne de prélèvement a été réalisée et les résultats ont bien été transmis sur GIDAF. La deuxième campagne a été faite et les résultats sont attendus dans les prochains jours selon l'exploitant. La troisième campagne aura lieu le 13 février et les résultats sont attendus début mars. L'exploitant a donc mis en oeuvre les actions (prélèvements et analyses) qui devraient permettre de respecter la mise en demeure. Le premier point de la mise en demeure est respecté ; Le délai du second point de la mise en demeure n'est pas encore dépassé. Comme indiqué plus haut, les actions prévues devraient permettre de respecter la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite